

ANNECY

Direction Aménagement et Urbanisme
38 avenue des Iles
74000 ANNECY

(à rappeler dans toute correspondance)

Dossier N°:	AT 074 010 24 00115
Déposé le :	10/07/2024
Terrain :	Chemin du Maquis 74000 ANNECY

21 OCT 2024

CREDIT MUNICIPAL DE LYON
Monsieur ROUSSET Arnaud
221 Rue Duguesclin
69003 LYON 03

LR + AR

Affaire suivie par : Emmanuel LAUGIER

☎ : 04 85 46 72 48

Mail : emmanuel.laugier@annecy.fr

NOTIFICATION D'UNE DECISION RELATIVE A VOTRE DEMANDE D'AUTORISATION DE TRAVAUX

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous adresser, ci-joint, l'arrêté vous accordant l'autorisation de travaux citée en référence.

Je vous demande de porter une attention particulière au respect des prescriptions contenues dans les procès-verbaux, joints à l'arrêté.

La présente autorisation ne concernant que les travaux intérieurs, il vous appartiendra d'obtenir auprès du service Urbanisme Réglementaire les autorisations nécessaires aux modifications des façades et enseignes.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Signé électroniquement par :

Nora SEGAUD-LABIDI

Date : 17/10/2024

Qualité : 2eme Maire-Adjointe

N° AT 074 010 24 00115

Demande déposée le 10/07/2024

Par :	CREDIT MUNICIPAL DE LYON
Représenté par :	Monsieur ROUSSET Arnaud
Demeurant à :	221, rue Duguesclin 69003 LYON 03
Terrain :	Chemin du Maquis 74000 ANNECY
Cadastré :	10 AL 130
Nature des Travaux :	Aménagement d'une agence bancaire

Le Maire,

VU la demande d'AUTORISATION DE TRAVAUX, dans un établissement recevant du public, susvisée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.122-3 et suivants, R.122-7 et suivants

VU l'arrêté municipal n° CN-2024-414 du 23 février 2024, portant délégation de fonctions et de signature à Madame Nora SEGAUD-LABIDI, 2ème adjointe au Maire de la Ville d'Annecy

VU la circulaire préfectorale du 14 février 2015 portant simplification administratives des procédures relatives aux ERP de 5^{ème} catégorie les moins sensibles,

Les prescriptions émises dans le courrier ci-joint concernant un établissement recevant du public de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil avec un effectif inférieur à 20 personnes seront strictement respectées.

VU l'avis réputé favorable de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité,

CONSIDERANT que le projet respecte les règles relatives à la sécurité du public et à l'accessibilité,

ARRETE

L'autorisation de travaux est ACCORDEE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision est transmise à M. le Préfet et M. le Commissaire de Police.



Signé électroniquement par :

Nora SEGAUD-LABIDI

Date : 17/10/2024

Qualité : 2eme Maire-Adjointe



SDIS | haute
savoie
SAPEURS-POMPIERS

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA HAUTE-SAVOIE

GROUPEMENT DU BASSIN ANNÉCIEN

Dossier suivi par :
POPP - Groupement Prévention
Cne Stéphane LEGENVRE
Tél : 04 50 24 48 64
Email : stephane.legenvre@sdis74.fr

Réf : GBA/ST/FK/2024- 560772 .

Le chef du service prévention de l'antenne du
groupement du bassin annécien

à

ANNECY – SERVICE DE L'URBANISME
Direction de l'urbanisme
38 avenue des Iles
74000 ANNECY

Épagny Metz-Tessy, le 30.07.2024

Objet : Retour dossier d'étude ERP – AT n°0740102400115 en date du 10/07/2024

PJ : . Courrier du Préfet de la Haute-Savoie relatif à la simplification administrative des
procédures relatives aux établissements recevant du public (ERP) de 5ème catégorie
les moins sensibles, daté du 14 février 2015
. Courrier et dossier relatifs à l'autorisation de travaux n°0740102400115

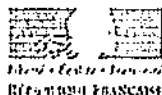
Conformément au dossier de Monsieur le Préfet, ci-joint, j'ai l'honneur de vous informer que le dossier transmis « Crédit Municipal de Lyon – Agence d'Annecy », autorisation de travaux n°0740102400115, ne donne pas nécessairement lieu à la saisie du Service Départemental d'Incendie et de Secours et de la commission de sécurité. En effet, le projet concerne un ERP avec un effectif public inférieur à 20 personnes, sans locaux à sommeil, sans risques particuliers et non classé en type R (crèches, haltes garderie, écoles....).

En complément, le SDIS 74 souhaite toujours être consulté sur les dossiers relatifs à la construction d'ensembles immobiliers (susceptibles d'accueillir des établissements recevant du public notamment en rez-de-chaussée).

Les officiers du service prévention du groupement du bassin annécien restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

P/o Capitaine Julie DE WREEDE

Lieutenant Sébastien THOMAS



PRÉFET DE LA HAUTE-SAOIE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
6, rue du Nant - B.P. 1010
74966 MEYTHET Cedex

Annecy, le 14 FEV. 2015

Téléphone : 04 50 22 76 00
Télécopieur : 04 50 22 76 97

Le préfet de la Haute-Savoie

à

Mesdames et messieurs
les maires de la Haute-Savoie

Objet : Simplification administrative des procédures relatives aux ERP de 5ème catégorie les moins sensibles

Références : articles R.123-14 et R.123-45 du code de la construction et de l'habitation

Pièces-jointes :

Annexe 1 – Modèle de lettre de réponse type du maire au pétitionnaire

Annexe 2 – Schéma de procédure

Je vous informe de mesures visant à simplifier l'instruction des permis et réduire les visites de sécurité de certains ERP de 5ème catégorie, afin de recentrer l'activité des commissions de sécurité sur les ERP dont l'étude préalable ou la visite est rendue obligatoire par les textes.

Ces mesures concernent uniquement les règles relatives à la lutte contre les risques d'incendie et de panique, et non celles relatives à l'accessibilité.

1° Une procédure simplifiée d'instruction des permis de construire ou d'autorisations de travaux est instaurée pour certains ERP de 5ème catégorie SANS locaux à sommeil et d'effectif inférieur à 20 personnes (exception faite des ERP de 5ème catégorie de type « R » : crèches, haltes-garderies, écoles maternelles et primaires, jardins d'enfants).

Ancienne procédure : Jusqu'à présent, le maire, saisi d'une demande de permis de construire, d'aménager ou d'autorisation de travaux concernant un ERP, transmet le dossier au service prévention du SDIS pour étude. Après instruction, le SDIS soumet le dossier à la commission de sécurité départementale, qui rend un avis favorable ou défavorable au regard des prescriptions du règlement de sécurité. Cet avis est transmis au maire pour transcription au pétitionnaire.

Nouvelle procédure : Désormais, le maire ne saisira plus le SDIS et la commission de sécurité des permis de construire, d'aménager ou d'autorisations de travaux concernant les ERP de 5ème catégorie, sans locaux à sommeil dont l'effectif est inférieur à 20 personnes.

Lorsqu'un pétitionnaire vous adresse un dossier (permis ou autorisation de travaux) pour l'un de ces ERP, vous lui adresserez, en ce qui concerne l'aspect sécurité incendie du permis ou de l'autorisation, la réponse type jointe en annexe 1, qui reprend les dispositions réglementaires applicables à toute cette catégorie d'établissements.

Ainsi, pour ces établissements, tels les petits magasins, boutiques, salons de coiffure, pharmacies, cabinets médicaux ou paramédicaux (dentaire, kinésithérapie, etc.), la procédure de délivrance du permis ou de l'autorisation demandé est, pour le maire, allégée de la saisine d'une commission administrative et, pour le pétitionnaire, accélérée.

➔ Une seule exception à cette nouvelle procédure : les ERP de 5ème catégorie de type « R » (crèches, haltes-garderies, écoles maternelles et primaires), quel que soit leur effectif, dont les permis restent soumis à saisine préalable pour avis de la commission de sécurité. En effet, ces établissements sont assimilés à des ERP avec locaux à sommeil.

2° Les visites de sécurité ne sont pas obligatoires pour les ERP de 5ème catégorie sans locaux à sommeil.

Dans le même ordre d'idée, je vous rappelle qu'en application des dispositions visées en références, les ERP de 5ème catégorie sans locaux à sommeil ne sont pas soumis aux visites de sécurité (visites d'ouverture ou périodiques), et là, quel que soit leur effectif.

* * *

Ces instructions sont d'application immédiate.

Bien entendu, si vous constatez un risque particulier ou un manquement grave aux règles de sécurité concernant un ERP de 5ème catégorie sous procédure simplifiée (en projet ou existant), vous demeurez fondé, en tant qu'autorité de police administrative compétente, à saisir pour avis ou pour visite la commission de sécurité compétente.

EN RESUME

Simplification de procédure pour certains ERP de 5ème catégorie (cf Annexe 2)

1° Le maire ne saisit plus la commission de sécurité ERP-IGH des permis de construire, d'aménager ou autorisations de travaux concernant les ERP de 5ème catégorie, SANS locaux à sommeil et dont l'effectif est inférieur à 20 personnes, (exception faite des ERP de type « R »).

Pour les demandes concernant ces ERP, le maire adresse au pétitionnaire un courrier reprenant les prescriptions type applicables (Annexe 1).

2° Les permis concernant tous les ERP non visés au 1° restent soumis à saisine préalable de la commission de sécurité, c'est-à-dire :

- par exception au 1°, les ERP de 5ème catégorie de type « R » (écoles maternelles ou primaires, crèches, halte-garderies et jardins d'enfants) quel que soit leur effectif (< ou > 20 personnes), car assimilés à des ERP avec locaux à sommeil ;
- ERP de 5ème catégorie sans locaux à sommeil avec un effectif supérieur ou égal à 20 personnes ;
- ERP de 5ème catégorie avec locaux à sommeil ;
- ERP de la 1ère à la 4ème catégorie.

3° Les ERP de 5ème catégorie sans locaux à sommeil, quel que soit leur effectif, ne sont pas soumis à visites de sécurité.

Le préfet,



Georges-François LECLERC

Copie à :

Madame et messieurs les sous-préfets d'arrondissement

Monsieur le directeur départemental des territoires

Monsieur le président de la commission intercommunale

pour l'agglomération annécienne

Messieurs les présidents des commissions communales de Chamonix et Thonon